

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

Fin de la confusion en Irak

LibÃ©ration de 24 officiers

-- Archives - 2008 - 2008-12 - 2008-12-24 --

Les autorités irakiennes ont finalement libéré, hier, la vingtaine d'officiers soupçonnés successivement d'être des putschistes puis des complices de « terroristes », dans une affaire où ils semblent avoir été les victimes d'une lutte au sommet du pouvoir.

« Ils ont été libérés aujourd'hui (mardi), ils sont tous en liberté », a affirmé une source au sein du ministère de l'Intérieur qui a pu parler avec l'un d'entre eux. « Ils ont signé un document promettant de rester à la disposition de la justice », a ajouté cette source. Vingt-trois officiers ont été libérés. Depuis le début de l'affaire, les autorités parlaient de 24 officiers. La confusion régnait depuis samedi sur la libération effective de ces officiers des ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur, arrêtés durant la semaine dans le plus grand secret. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Abdel Karim Khalaf, avait indiqué, samedi, que les hommes avaient été libérés. Mais des sources au ministère de l'Intérieur avaient affirmé que l'ordre de libération n'avait pas été suivi.

Dans un premier temps, les autorités les avaient présentés comme des putschistes, liés au parti Al Awda (Le retour en arabe), un mouvement clandestin qui tente de faire revenir au pouvoir le parti Baath de l'ancien président Saddam Hussein, renversé en 2003 lors de l'invasion conduite par les Etats-Unis. Puis, ils avaient été présentés comme des complices de « terroristes ». Nouri Al Maliki était sorti, samedi, de sa réserve pour démentir toute tentative de coup d'Etat en Irak. « Ceux qui ont parlé de coup d'Etat en Irak se font des illusions. Les officiers (qui sont en charge des problèmes de la sécurité nationale, ndlr) ont l'esprit patriote et sont loin de ces bêtises », avait affirmé le chef du gouvernement.

« Si vous entendez que quelque chose s'est passé ici ou là concernant des personnes travaillant dans le domaine de la sécurité et des services de l'Etat, c'est le résultat d'irrégularités ou d'actions contraires à la loi, et ces irrégularités seront punies par la loi », avait-il dit. Auparavant, le général Abdel Karim Khalaf avait annoncé que les officiers avaient « tous été relâchés et les accusations (...) abandonnées ». Mais, par la suite, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur avait assuré qu'ils étaient toujours sous les verrous. Une réunion avait, par ailleurs, eu lieu samedi matin entre M. Maliki et son ministre de l'Intérieur, Jawad Bolani, à l'issue de laquelle avait été décidée leur libération. Cette affaire floue avait laissé perplexes observateurs et politiques irakiens, perdus en conjectures sur des luttes internes au gouvernement entre le Premier ministre et son ministre de l'Intérieur.

Elle intervient à quelques semaines d'élections provinciales, prévues le 31 janvier dans 14 des 18 provinces du pays, où le Premier ministre Nouri Al Maliki, le ministre de l'Intérieur et tous les ministres cherchent à placer leurs candidats. Le chef du gouvernement est ainsi le chef de la liste « Pour l'Etat de droit », alors que M. Bolani dirige la liste « Pour la Constitution ». D'autres ministres appartiennent à des listes concurrentes. Le quotidien Asharq Al Awsat, l'un des grands titres de la région, avait écrit une « atmosphère de secret et de rivalité politique en Irak ». « Les arrestations ont été menées par un groupe spécial luttant contre le terrorisme supervisé personnellement par Maliki », écrivait le journal, ajoutant que l'opération « pourrait avoir été lancée par Maliki pour affaiblir ses rivaux avant les élections provinciales ».